

Annuaire suisse de politique de développement



Financer le développement par la mobilisation des ressources locales



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

IUED

| Vol. 26 N° 2 |

Table des matières

Introduction

De l'aide extérieure à la mobilisation des ressources locales <i>Catherine Schümperli Younossian, Daniel Fino et Jean-Michel Servet</i>	11
--	----

1. Flux financiers: idéologie et faits

Au-delà du trou noir de la financiarisation <i>Jean-Michel Servet</i>	25
Un monde à l'envers: le Sud finance le Nord <i>Bruno Gurtner</i>	57

2. Mobilisation des ressources locales

Comment conjurer la malédiction des ressources naturelles ? <i>Gilles Carbonnier</i>	83
Témoignage Pétrole et industries extractives, la société civile africaine se mobilise <i>Catherine Morand</i>	99
Microfinance: effets mitigés sur la lutte contre la pauvreté <i>Isabelle Guérin, Cyril Fouillet, Isabelle Hillenkamp, Olivier Martinez, Solène Morvant-Roux et Marc Roesch</i>	103
Entry of Foreign Banks in India and China <i>Kavaljit Singh</i>	121
La microassurance: retour sur un besoin essentiel <i>Marc Nabeth</i>	125
Les fonds de garantie, une pratique de solidarité et de mobilisation des ressources pour le développement <i>Jean-Michel Servet</i>	143
Manque de crédit ou manque de profit? L'économie familiale au Vietnam <i>Christophe Gironde</i>	157

3. Rôle de la coopération internationale

Gestion des finances publiques : une contribution à la bonne gouvernance financière <i>Stefan Leiderer et Peter Wolff</i>	175
Le financement du développement par l'aide budgétaire générale : premier bilan et perspectives à moyen terme	197
<i>Eclairage</i> Aide budgétaire et réforme de la fiscalité : l'exemple du Mozambique <i>Jean-Luc Bernasconi</i>	215
Appui budgétaire et Déclaration de Paris : « une question d'échelle ». L'exemple du Mali	217
<i>Eclairage</i> La coopération suisse au Mali : un positionnement original <i>Jean-Luc Virchaux</i>	225
Fiscalité et gouvernance : rôle et impact de la coopération internationale au développement	227
<i>Eclairage</i> Quelques exemples d'engagements de la DDC dans le processus de décentralisation <i>Pascal Raess</i>	247

4. Point d'appui

Le financement du développement : quelques portes d'entrée sur Internet <i>Lucas Oesch</i>	251
---	-----

Manque de crédit ou manque de profit ? L'économie familiale au Vietnam

Christophe Gironde*

Introduction

Les paysans manquent de crédit. L'affirmation est connue. Au Vietnam, elle est courante depuis la réhabilitation de l'économie familiale, et essentielle dans les explications des limites de son développement. L'affirmation a trouvé écho dans de nombreux projets de microfinance dont on considère que « le bilan est souvent positif, en particulier au Vietnam »¹. Alors, les paysans vietnamiens manquent-ils de crédit ? Telle est la question centrale de cet article, qui se base sur des recherches de terrain menées depuis le milieu des années 1990 dans le delta du fleuve Rouge, et plus particulièrement dans les districts de Khoai Châu et Van Giang (province de Hung Yên), une région qui se distingue par le dynamisme des transformations agricoles et une forte diversification des systèmes d'activités².

Le démantèlement des coopératives agricoles s'est opéré, au cours des années 1980, dans un contexte de pénurie de produits alimentaires, d'intrants, de biens de consommation et de crédit. Le rétablissement de l'exploitation familiale comme unité de base de la production agricole s'est rapidement traduit par d'importants besoins en capital auxquels les institutions financières formelles n'étaient pas en mesure de répondre au tournant des années 1980-1990³. Le manque de crédit est alors au cœur de la réflexion sur le développement agricole, qui se pose en terme de capacité de production : il s'agit de rattraper le gaspillage de l'expérience collectiviste, de garantir l'autosuffisance alimentaire et de dégager un surplus pour l'exportation. Puis, au cours des années 1990, les campagnes vietnamiennes bénéficient d'une augmentation substantielle de l'offre de crédit, qui permet d'importantes transformations des systèmes d'activités des foyers. Si le rôle du crédit est indéniable, celui-ci n'apparaît pas toujours être le facteur clé, ou primordial, de ces transformations. L'économie familiale connaît aussi des développements remarquables sans accumulation « forte et rapide » au préalable. De même, l'augmentation de l'offre de crédit ne

* Chargé de cours à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), Genève.

¹ M. Leflart, *Intérêt et apport du micro-crédit*, Hanoi, Forum économique et financier franco-vietnamien – Le financement du développement, 19-20 janvier 2005, p. 2.

² C. Gironde, *Réhabilitation et transformations de l'économie familiale au Nord-Vietnam. Systèmes d'activités villageois et réseaux de relations dans le delta du fleuve Rouge*, thèse de doctorat, Genève, Institut universitaire d'études du développement, 2001, 406 p.

³ A.-C. Creusot, Quynh Tran Thi Thanh et Luong Quoc Tuấn, « La microfinance a-t-elle encore une place lorsque l'offre de crédit s'étend ? », *La microfinance en Asie. Entre traditions et innovations*, Pondichéry, Institut français de Pondichéry ; Paris, Institut de recherche pour le développement ; Karthala, 2005, pp. 64-82.

permet pas de dépasser certaines contraintes de l'économie familiale qui traduisent davantage une problématique de la rentabilité de ses activités productives, ou un manque de profit.

Le manque de crédit

La problématique du crédit dans la transition vers l'économie de marché

□ *Rappel sur la période de l'économie planifiée*

Jusqu'à la seconde moitié des années 1980, le système bancaire vietnamien était constitué de banques sectorielles, placées sous le commandement de la banque centrale, la Banque d'Etat du Vietnam (BEV), et du Ministère des finances. Ces deux instances étaient peu autonomes par rapport au Comité d'Etat au plan⁴. Le budget de l'Etat couvrait les déficits des entreprises publiques; l'équilibre comptable du budget était assuré par émission monétaire, des emprunts de la Banque centrale, et l'aide en provenance des pays du Comité d'aide économique mutuelle⁵.

Le financement des activités agricoles (voir schéma 1) était organisé officiellement, et pour l'essentiel⁶, par les structures étatiques; les coopératives et les fermes d'Etat étaient financées par le département du crédit agricole de la banque centrale; des compagnies étatiques pouvaient également fournir des intrants et du matériel directement aux groupes de producteurs, qui les payaient en riz. Des coopératives de crédit avaient été créées, au Nord dès 1956, au Sud à partir de 1983, avec pour objectif de réunir de petits montants d'épargne et de procurer des prêts aux familles. Ces coopératives de crédit, au nombre de 5500 environ depuis le début des années 1960, ont connu un développement accéléré, en nombre, au début des années 1980, avec la création de plus de 2000 coopératives de crédit. Leur gestion devait en principe être contrôlée par la BEV; en pratique, c'était les comités populaires qui les géraient.

□ *Réformes et crise du financement*

Après la proclamation en 1986 d'une orientation économique nouvelle, le *Dôï Moi* ou Renouveau, le Vietnam a entrepris des réformes institutionnelles et macroéconomiques qui ont changé la donne en matière de financement. Le mot d'ordre était désormais: «actionnariser» les entreprises publiques, attirer les investissements étrangers, drainer l'épargne des particuliers. L'Etat commença par rationaliser l'utilisation de ses ressources: les entreprises étatiques non rentables seraient fermées; les autres passèrent d'un système de subventions directes à un financement par emprunts à la banque étatique.

Dans le secteur agricole, les subventions aux coopératives agricoles furent supprimées. Ces dernières se finançaient également par emprunt aux coopératives

⁴ C. Feuché, «Croissance, Etat et marché dans le Vietnam du Dôï Moi», in S. Doyet et B. de Tréglodé (dir.), *Vietnam contemporain*, Paris, Les Indes Savantes, 2004, p. 246.

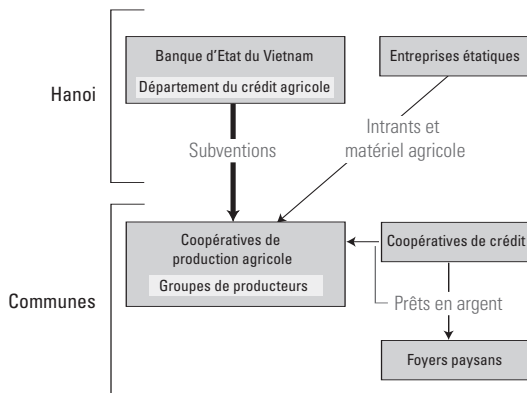
⁵ E. Paquet, *Le système économique vietnamien 1979-2000. De la réforme à la transformation*, thèse de doctorat, Paris, Université Paris VII – Denis Diderot, juin 2003, p. 187.

⁶ Il ne faut pas négliger les activités hors coopératives ou «privées» des foyers, qui étaient financées pour partie par les foyers eux-mêmes, et par le détournement du capital des coopératives.

de crédit. Caractéristique de la transition, un décalage s'opère entre des emprunts qui se poursuivent tandis que les coopératives de production voient leurs activités diminuer. Le non-recouvrement des emprunts, combiné à diverses pratiques frauduleuses et à des détournements, prépare la crise. Elle éclate à la fin des années 1980 lorsque la banque centrale cesse de refinancer automatiquement les coopératives⁷. A la fin de l'année 1990, seules 160 des 7180 coopératives de crédit dénombrées fonctionnent encore. L'épargne des déposants et la confiance des populations sont détruites⁸.

Entre-temps, en 1988, la Banque de développement agricole (BDA) est créée ; c'est une banque publique commerciale ayant pour vocation de financer le secteur agricole, dont l'unité de base est désormais l'exploitation familiale. Dans un premier temps, la BDA finance surtout les entreprises étatiques, qui auraient représenté 80 % de l'encours total de ses prêts au début des années 1990⁹. Les prêts aux familles ne représentaient encore que 10 % de l'encours des prêts à la fin de l'année 1991¹⁰. Les réformes du secteur bancaire sont plus lentes que les réformes institutionnelles¹¹ : le durcissement de la contrainte budgétaire s'opère alors que les entreprises étatiques doivent effectuer des investissements pour demeurer rentables et ne pas être fermées ; la reconnaissance progressive du secteur privé crée une incitation énorme à la création d'entreprise sans toutefois qu'il existe de banques pour ce secteur. Les paysans doivent désormais autofinancer leurs activités productives ; les besoins de moyens de financement croissent rapidement, pour intensifier en capital et diversifier leurs systèmes de cultures et d'élevages, et pour développer des activités non agricoles.

Schéma 1 : Financement du secteur agricole à l'époque des coopératives



⁷ A. Wolz, *The Transformation of Rural Finance Systems in Vietnam*, Discussion Paper, n° 60, Research Centre for International Agrarian and Economic Development, Heidelberg, Universität Heidelberg, 1997, p. 6.

⁸ C. Poursat, « Le crédit aux paysans », in Association d'amitié franco-vietnamienne (dir.), *L'agriculture et la paysannerie vietnamiennes*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 66.

⁹ A.-C. Creusot, *Le paysage du financement du monde rural au Vietnam*, Bulletins d'information du mardi (Pôle microfinancement du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement [CIRAD] et du Groupe de recherche et d'échanges technologiques [GRET]), n° 16, 14 mai 2002, p. 1, <<http://microfinancement.cirad.fr/fr/news/bim/Bim-2002/BIM-14-05-02.pdf>>.

¹⁰ A. Wolz, *op. cit.*, p. 7.

¹¹ E. Paquet, *op. cit.*, p. 208.

La thèse du manque de crédit

Avec les réformes, toutes les composantes de l'économie vietnamienne manifestent très rapidement des besoins croissants de capital : les entreprises étatiques contraintes de se moderniser, les entreprises privées dès lors qu'elles furent reconnues, l'économie familiale réhabilitée. Par ailleurs, la croissance économique va créer une demande solvable qui s'accompagne d'une demande de crédit pour la consommation.

La capacité d'investissement et le manque de crédit deviennent l'un des points focaux de la réflexion sur les réalisations et les limites du *Dôï Moi*. La capacité d'accumuler rapidement du capital est considérée comme le déterminant essentiel des trajectoires des entreprises qui émergent dans le secteur privé, des succès comme des échecs¹². C'est en raison du manque de capital que des entreprises privées enregistrées n'existeraient en fait que sur le papier, sans exercer d'activité¹³.

Les campagnes souffriraient de l'insuffisance de l'offre de crédit émanant des institutions bancaires ; *l'accès au capital compte plus pour les paysans que le coût du crédit*¹⁴. Ce serait une contrainte majeure au développement rural en général, et pour les exploitations familiales et les entreprises rurales en particulier¹⁵. Cette insuffisance traduirait, en amont, un problème de mobilisation de l'épargne, à savoir des dépôts qui ont augmenté mais qui demeurent des dépôts à court terme¹⁶ et, en aval, des mécanismes du marché qui ne permettent pas d'accéder au financement¹⁷. De nombreuses études menées à l'échelle des exploitations établissent une corrélation entre niveau de capital et performances des systèmes de cultures, les cultures procurant les revenus les plus élevés étant celles qui exigent le plus de capital¹⁸. *Les capacités de financement se révèlent discriminantes*, pour reprendre le propos de N. Perrin¹⁹. Enfin, l'accès au crédit

¹² P. Ronnas and B. Ramamurthy, *Entrepreneurship in Vietnam: Transformation and Dynamics*, Copenhagen, Nordic Institute of Asian Studies; Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 2001, p. 204. C. Feuché, *op. cit.*, p. 241.

¹³ Hoang Kim Giao and Hoang Vu Cuong, « Vietnam's Private Economy in the Process of Renovation », in I. Norlund, C.L. Gates and Vu Cao Dam (eds.), *Vietnam in a Changing World*, Richmond, UK, Curzon Press, 1995, p. 151.

¹⁴ C. Poursat, *op. cit.*, p. 73. A. Johnson, *Microfinance in Vietnam: A Collaborative Study Based upon the Experiences of NGOs, UN Agencies and Bilateral Donors*, Hanoi, United Nations Development Programme (UNDP); Consultative Group to Assist the Poor (CGAP), 1996.

¹⁵ Bui Van Hung, « Rural Diversification: An Essential Path to Sustainable Development for Vietnam », in M. Beresford and Tran Ngoc Angie (eds.), *Reaching for the Dream: Challenges of Sustainable Development in Vietnam*, Copenhagen, Nordic Institute of Asian Studies; Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 2004, p. 198.

¹⁶ *Ibid.*, p. 199.

¹⁷ Dao Thê Tuân, « Les transformations rurales récentes au Vietnam », *Cahiers d'études et de recherches francophones – Agricultures*, vol. 6, n° 5, septembre-octobre 1997, pp. 13-18.

¹⁸ Dao Thê Anh, *Les ménages agricoles du delta du fleuve Rouge face aux réformes économiques au Vietnam (1988-1997)*, mémoire de diplôme d'études approfondies, Ecole nationale supérieure agronomique de Montpellier, Université Montpellier I, 1998, p. 88. Lê Duc Thinh, Hoang Khanh Phuong et Dao Thê Anh, « Production et commercialisation des cultures sèches d'hiver », in Institut national des sciences agronomiques du Vietnam (INSA) et Groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET), *Agriculture familiale et gestion des ressources du milieu dans le bassin du fleuve Rouge*, Hanoi, Maison d'Édition de l'Agriculture, 1999, p. 76.

¹⁹ N. Perrin, « L'action de l'Etat dans le secteur agricole au Vietnam : situation et problèmes, le crédit rural », in F. Geay et Dao Thê Tuân, *Appui à l'organisation de la production agricole dans le Nord du Vietnam*, Hanoi, Maison d'Édition de l'Agriculture, 2000, p. 247.

est considéré comme essentiel dans la lutte contre la pauvreté, et le diagnostic du manque de crédit va susciter de nombreux projets de microfinance, pour l'essentiel du microcrédit, dans les années 1990²⁰.

On trouve pourtant des analyses discordantes, dans une littérature académique minoritaire par rapport à celle des institutions de la coopération internationale et de leurs partenaires vietnamiens. Selon Hoang Kim Giao and Hoang Vu Cuong, pour les entreprises qui ont accès au crédit, le montant des investissements n'est pas à la hauteur du potentiel productif en raison des profits qui sont jugés trop incertains pour développer l'entreprise²¹. Tran Thi Quê et Hong Phan relèvent de même la réticence des paysans à emprunter en raison de l'incertitude des revenus²². Pour R. Abrami et N. Henaff, c'est une erreur de considérer que les entreprises privées sont « petites » seulement parce qu'elles ne disposent pas du capital nécessaire à leur expansion ; en limitant leur volume d'activité, elles cherchent aussi à éviter la taxation et les contrôles bureaucratiques, en particulier dans les campagnes²³. Nous reviendrons sur ces éléments qui posent la question du profit des activités, et pas seulement celle de leur financement.

La contribution du crédit au développement de l'économie familiale

Les analyses du « miracle agricole »

L'analyse du redressement de l'économie des campagnes est dominée par le débat sur l'importance respective des facteurs institutionnels (la décollectivisation) et des facteurs macroéconomiques (l'amélioration des termes de l'échange pour les producteurs)²⁴. Dans un premier temps, le rétablissement du libre choix des productions et des techniques par les producteurs a été considéré comme le facteur clé de l'augmentation des rendements agricoles²⁵. La liberté d'initiative est également considérée comme décisive pour le commerce²⁶. D'autres auteurs ont relativisé ce rôle joué par les réformes institutionnelles, arguant qu'il n'y avait pas de corrélation significative entre démantèlement des coopératives et production agricole et que le redressement de la production agricole se produisit

²⁰ V. Sapin, « Eléments de réflexion sur le crédit rural au Nord-Vietnam », in Institut national des sciences agronomiques du Vietnam (INSA) et Groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET), *op. cit.*, p. 132.

²¹ Hoang Kim Giao and Hoang Vu Cuong, *op. cit.*, p. 153.

²² Tran Thi Quê and Hong Phan, « Financial Mini-Market in Rural Vietnam », *Viet Nam Economic Review*, n° 5 (50), 1998, p. 37.

²³ R. Abrami and N. Henaff, « The City and the Countryside: Economy, State and Socialist Legacies in the Vietnamese Labour Market », in M. Beresford and Tran Ngoc Angie (eds.), *op. cit.*, p. 102.

²⁴ T. Sikor, « Vietnam's Agricultural Miracle: A Preliminary Analysis of Its Causes », *Vietnam's Socio-Economic Development* (Hanoi, Institute of Economics, National Centre for Social and Human Sciences), n° 9, Spring 1996, pp. 40-56.

²⁵ P.L. Pingali and Vo Tông Xuan, « Vietnam: Decollectivization and Rice Productivity Growth », *Economic Development and Cultural Change* (University of Chicago), vol. 40, n° 4, July 1992, pp. 697-718. Tran Thi Quê, « Impacts of Institutional Reforms on Agricultural and Rural Development », *Vietnam's Socio-Economic Development* (Hanoi, Institute of Economics, National Centre for Social and Human Sciences), n° 6, Summer 1996, pp. 25-39.

²⁶ Lê Thanh Nghiep, « Agricultural Development in Vietnam: Issues and Proposals for Reform », in Mya Than and J.L.H. Tan (eds.), *Vietnam's Dilemmas and Options*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 1991, pp. 144-156.

dans certains cas avant même que le rétablissement de l'économie familiale ne soit effectif²⁷. Ce courant de pensée rejoint une idée selon laquelle ce n'était pas l'organisation collective du travail qui était le problème, mais plutôt la bureaucratization de la gestion des coopératives et les pratiques de détournement de leurs dirigeants²⁸. Le facteur essentiel du redressement de la production consisterait alors davantage dans la politique macroéconomique, les réformes du système des prix et de la fiscalité, qui ont conduit à une amélioration des revenus agricoles et donc incité les producteurs à davantage d'efforts²⁹. Plus largement, les politiques publiques de soutien à l'agriculture sont considérées comme essentielles, notamment les efforts en matière d'infrastructure de transport, d'irrigation et de technologie³⁰. En dehors de la question du manque de crédit et de la pérennité du système financier, relativement peu d'importance est accordée au rôle du crédit, dont l'offre augmente pourtant substantiellement après la crise de la fin des années 1980.

L'injection de crédit dans l'économie rurale

L'augmentation de l'offre de crédit (voir schéma 2) provient d'abord de l'épargne constituée et thésaurisée à l'époque des coopératives dans un contexte de pénurie généralisée de biens de consommation et d'opportunités limitées de développer des activités privées³¹. Dès lors que la reconnaissance de l'économie privée fut considérée comme acquise, les foyers qui disposaient d'une épargne l'ont utilisée pour financer leurs activités productives et/ou l'ont prêtée à d'autres familles. Les prêteurs aux autres foyers offraient la meilleure opportunité de placement, surtout après la faillite des coopératives de crédit. Au milieu des années 1990, la Banque agricole du Vietnam (BAV)³² offrait une rémunération de 0,8 % pour un dépôt d'un an au minimum, tandis que les prêts aux privés (à d'autres foyers) étaient rémunérés 3 % à 4 % par mois. La différence était telle que, pour attirer l'épargne, la succursale de la BAV à Châu Giang³³ offrait en 1998 le paiement immédiat de l'intérêt annuel pour tout dépôt bloqué pour une

²⁷ B. Tria Kerkvliert and M. Selden, «Agrarian Transformation in China and Vietnam», *The China Journal*, n° 40, July 1998, p. 50.

²⁸ Nguyễn Duc Nhuận, «Le district rural vietnamien ou l'Etat en campagne», in J. Matras-Guin et C. Taillard (dir.), *Habitations et habitat d'Asie du Sud-Est continentale. Pratiques et représentations de l'espace*, Paris, L'Harmattan, 1992, pp. 343-376. Lam Thanh Liêm, *Viêt-Nam. Agriculture 1988-1993. Problèmes et perspectives*, Paris, Duong Moi ; La Voie Nouvelle, 1993, 84 p.

²⁹ G. Irvin, «Vietnam: Assessing the Achievements of Doi Moi», *The Journal of Development Studies*, vol. 31, n° 5, June 1995, pp. 725-750. Le Dang Doanh and A. McCarty, «Economic Reform in Vietnam: Achievements and Prospects», in S.F. Naya and L.H. Tan (eds.), *Asian Transitional Economies: Challenges and Prospects for Reform and Transformation*, Singapore, Institute of South-East Asian Studies, 1995, pp. 99-153.

³⁰ Võ Tông Xuan, «Sustaining Diversification in Rice Areas», *Vietnam's Socio-Economic Development* (Hanoi, Institute of Economics, National Centre for Social and Human Sciences), n° 13, March 1998, pp. 44-55.

³¹ Il n'existe pas d'estimation de cette épargne, si ce n'est qu'elle aurait représenté le triple du budget de l'Etat au début des années 1990 selon Hoang Kim Giao, cité par A. Woodside, «The Struggle to Rethink the Vietnamese State», in T. Brook and Hy Van Luong (eds.), *Culture and Economy: The Shaping of Capitalism in Eastern Asia*, Chicago, University of Michigan Press, 1997, p. 63.

³² La Banque de développement agricole a changé de nom en 1991, devenant Banque agricole du Vietnam (BAV).

³³ Le district de Châu Giang a été divisé en deux districts en 1999: Khoai Châu et Van Giang.

durée d'une année. La mobilisation de l'épargne des foyers ruraux par le système bancaire demeure donc très faible, en raison des taux de rémunération des dépôts et d'un déficit de confiance envers l'institution bancaire de la part des populations. Les résultats des recherches menées à Châu Giang sont ici similaires à ceux de A. McCarty³⁴.

L'épargne familiale a donc été injectée dans l'économie locale, prêté pour l'essentiel à des familles du même village ou de la même commune, là où la pression sociale sait se faire la plus forte en cas de «difficultés» de remboursement. Les études sur l'évolution du crédit rural relèvent, avec satisfaction, la diminution de la part du crédit privé dans l'ensemble du crédit, en raison des taux d'intérêt plus élevés des prêts privés et de leur connotation usurière ; il ne faut pas oublier que ces prêts ont été essentiels, étant les premiers à être disponibles pour les foyers. Et parmi les foyers qui y recourent, on trouve ceux qui ont le moins accès à la BAV. Surtout, à la différence des prêts de la BAV, qui constituent une ressource ponctuelle, la multiplicité des emprunts privés permet de maintenir un endettement élevé qui, s'il grève les revenus, sert à accroître le volume d'activité ou du moins à le maintenir³⁵.

En plus de cette source locale de crédit, les campagnes ont bénéficié d'une injection de crédit par le biais du développement des échanges avec l'extérieur, avec les avances en produits des commerçants des villes et les crédits fournisseurs des entreprises industrielles. Pour les commerçants qui ont ouvert une boutique, le paiement différé d'une partie des livraisons est rapidement devenu la norme, en raison de la concurrence que se livrent les grossistes et les entreprises industrielles d'intrants agricoles, de matériaux de construction, de boissons, etc. Les boutiques ont pu développer d'autant la vente à crédit aux habitants pour les intrants agricoles, les biens de consommation courante, les matériaux de construction et les biens durables d'équipement de la maison.

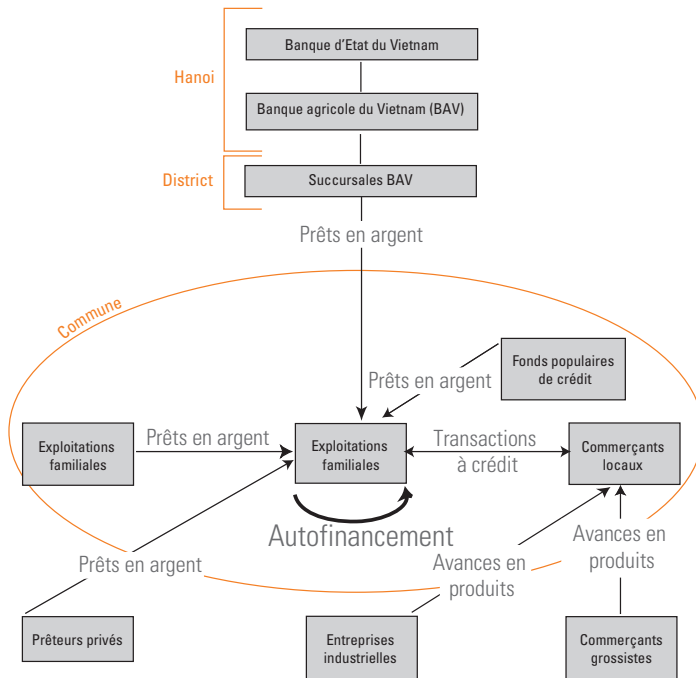
Les habitants sont aussi «allés chercher le crédit» en dehors de la sphère villageoise. C'est le cas de commerçants grossistes de produits agricoles, qui achètent les récoltes pour les revendre dans le sud du pays ou en Chine ; ils ont trouvé à financer les achats auprès de groupes de prêteurs (*nhom doi chuyên tien*) établis à Hanoi. C'est le cas également de commerçants transporteurs qui se font avancer des produits par des commerçants de Hanoi, produits qu'ils convoient et revendent ensuite dans d'autres villes du nord du pays. Ils rapportent au retour des produits provenant de ces villes, et surtout de Chine, pour les mêmes commerçants de Hanoi. Cette activité, pratiquée par des foyers qui ne disposaient pas de ressources financières à la hauteur des volumes transportés, n'aurait pas été possible sans le système des avances. Ce commerce a d'ailleurs été freiné lorsque les contrôles de police ont été renforcés sur les routes pour lutter contre les importations illégales de produits chinois ; les grossistes de Hanoi se montrèrent réticents à avancer des produits car ils savaient que si au retour les transporteurs se voyaient confisquer la marchandise, ces derniers ne pourraient pas les rembourser.

³⁴ A. McCarty, *Microfinance in Vietnam: A Survey of Schemes and Issues*, State Bank of Vietnam ; UK Department for International Development (DFID), April 2001, p. 20, <<http://ideas.repec.org/p/wpa/wuwpfi/0110001.html>>.

³⁵ C. Gironde, *op. cit.*, pp. 303 et suiv.

A cette offre accrue de crédit provenant d'agents économiques privés s'ajoute le crédit du secteur bancaire, lui aussi en augmentation. La Banque agricole du Vietnam (BAV) reçoit un financement substantiel de la part de l'Etat, avec pour mission de prêter désormais directement aux familles³⁶. Les prêts aux familles se développent alors rapidement pour atteindre près de 80% du total des montants prêtés en 1995. A l'initiative de la Banque d'Etat du Vietnam, les coopératives de crédit qui ont survécu à la crise de la fin des années 1980 sont transformées en caisses populaires de crédit (*Quy Tin Dung*) en 1994. Ces caisses ont évidemment dans un premier temps souffert de la défiance des épargnants. Le mode d'adhésion, par acquisition d'action, n'a attiré qu'un petit nombre de foyers parmi ceux qui disposaient d'une épargne et qui ne voyaient pas l'intérêt d'un placement qui ne leur rapporterait « pas grand-chose » comparativement aux prêts à d'autres foyers. Par ailleurs, cette institution, constituée et dirigée par des représentants des autorités locales et des personnes bien établies socialement, n'inspirait pas confiance...

Schéma 2: Financement du secteur agricole depuis la réhabilitation de l'exploitation familiale



Les années 1990 voient donc une augmentation de l'offre de crédit. L'économie familiale se développe par le jeu d'emprunts nombreux, où l'on effectue un nouvel emprunt pour rembourser le prochain arrivant à échéance, une gestion de l'endettement qui a fluidifié les mouvements de trésorerie et permis de dépasser les contraintes de financement liées au calendrier des productions agricoles.

³⁶ A. McCarty, *op. cit.*, pp. 9 et 11.

Après une première phase de progrès des performances agricoles qui a reposé sur une intensification en travail, l'augmentation de l'offre de crédit a contribué au financement de l'intensification en capital des systèmes de culture et d'élevage. Par ailleurs, les améliorations de l'habitat, les nouvelles constructions et leur ameublement et équipement en biens audio et vidéo n'auraient pas été possibles sans le crédit; comme pour les investissements productifs, l'écart entre les revenus et le patrimoine des foyers en atteste³⁷. Et pour les foyers les moins nantis, se voir refuser les prêts privés ou l'achat à crédit dans les boutiques de leur commune est une exclusion extrêmement grave puisqu'ils ne peuvent se maintenir en tant qu'exploitation familiale que par le maintien d'un niveau d'endettement élevé.

L'augmentation de l'offre de crédit, et plus encore les pratiques d'emprunt, sont difficiles à quantifier: «Selon certaines évaluations, les trois quarts des foyers auraient accès au crédit, sous une forme ou sous une autre.»³⁸ Les estimations agrégées ont une valeur limitée du fait qu'on ne dispose que de données sur le crédit formel (Banque agricole pour l'essentiel) et semi-formel (programmes de crédit en partenariat avec des organisations internationales et étrangères de coopération); on sait qu'il a augmenté et s'est substitué pour partie – mais dans quelle mesure? – à des emprunts aux privés³⁹. Les données portent sur les emprunts mais sont moins précises sur les montants, ce qui ne permet pas de rendre compte de l'importance des montants empruntés et des mouvements de trésorerie dans le financement des exploitations familiales. Surtout, il n'existe quasiment pas d'études quantitatives sur le crédit dit informel, dont on estime toutefois qu'il aurait représenté 35% de l'ensemble des prêts en 2002⁴⁰ et que 77% des ménages y recouraient à la même époque⁴¹. Les pratiques d'emprunt, et plus encore la participation aux groupes de crédit ou tontines (*hui, ho, ho phuong*), sont extrêmement difficiles à quantifier. On ne dispose pas non plus de données sur les avances en produits des commerçants grossistes et des entreprises industrielles. Cette composante du crédit a pourtant été déterminante dans le développement de l'économie familiale, en particulier pour les entreprises familiales pour lesquelles les avances en produits, parce qu'elles traduisent une intégration à des filières de production, ont eu un effet de levier.

Le développement du crédit concerne toutes les catégories de foyers, mais dans des mesures et avec des effets évidemment différents. Il convient alors de prendre en compte ces différences pour la réflexion sur l'argument dominant et souvent monolithique du manque de crédit.

³⁷ C. Gironde, *op. cit.*

³⁸ Vietnamese Consultative Group, *Vietnam Development Report 2004: Poverty*, Joint Donor Report to the Vietnamese Consultative Group Meeting (2003), Hanoi, December 2003, p. 43 (notre trad.). Le rapport précise que ce chiffre inclut les foyers bénéficiaires de crédits du Programme d'éradication de la faim et de réduction de la pauvreté.

³⁹ A.-C. Creusot *et al.*, *op. cit.* M. Barslund and F. Tarp, *Rural Credit in Vietnam*, Discussion Paper, n° 06-03, Department of Economics, Copenhagen, University of Copenhagen, 2006.

⁴⁰ M. Barslund and F. Tarp, *op. cit.*

⁴¹ Pham Bao Duong, *Review of Rural Finance in Vietnam*, Hanoi, Ministry of Planning and Investment, December 2003, cité par M. Leflart, *op. cit.*, p. 8.

La question du financement peut être posée autrement qu'en termes d'offre ou de manque de crédit. C'est ce que montre le développement des entreprises familiales, qui s'est effectué sans accumulation « forte et rapide » préalable. De même, malgré l'augmentation de l'offre, on constate qu'une fraction, elle aussi croissante, des foyers se détournent de l'emprunt.

Connaître avant d'emprunter

L'une des marques du développement économique des campagnes vietnamiennes est l'émergence d'entreprises familiales, de commerce, de services, de fabrications artisanales et de transformation des produits agricoles. Ces entreprises se distinguent aujourd'hui par des chiffres d'affaires et des niveaux de capital (machines, stock, bâtiment, véhicule) sans commune mesure avec ceux des exploitations familiales. Les montants engagés prêtent toutefois à confusion quant à l'explication de l'émergence, puis du développement de ces entreprises. D'abord, bon nombre ont débuté par la vente au détail d'une gamme restreinte de produits ou par des activités occasionnelles en ce qui concerne l'artisanat et les services. Ces débuts n'ont pas exigé de fonds propres ni d'emprunts conséquents ; la valeur du fonds de commerce était minime et les produits souvent avancés par des commerçants plus importants qui se créaient ainsi des aires de distribution. Ensuite, le développement de ces entreprises a été progressif : une table devant la maison sur laquelle on expose ses produits, puis la diversification des biens vendus ou fabriqués et des services, l'augmentation des volumes, le passage au commerce de gros pour certains, la construction d'une boutique ou d'un atelier, l'embauche de quelques travailleurs en plus de la main-d'œuvre familiale. Ces développements ont pris trois, cinq, dix années, voire plus. Ils ont certes exigé des investissements, financés en partie par emprunt, mais aussi par les revenus réinvestis, et les avances en produits des grossistes, puis les crédits fournisseurs d'entreprises industrielles. Bon nombre d'artisans se sont développés par exemple grâce à des contrats passés avec des fabricants de meubles qui leur fournissent du bois contre la fabrication de parties de meuble. L'emprunt a donc été un élément du développement de ces entreprises, un élément parmi d'autres, mais pas le facteur clé tel qu'il est présenté dans bon nombre d'analyses des limites du développement de l'économie familiale ou de la petite entreprise.

Le développement des entreprises familiales indique que la connaissance de partenaires pour l'organisation d'activités dépassant la sphère villageoise prime sur le capital financier. Le cas des entreprises de transformation des produits agricoles en fournit une bonne illustration. L'élément déterminant qui a conduit des foyers à se lancer dans l'entreprise est leur connaissance d'acteurs des filières de valorisation des productions agricoles, et les relations qui se sont construites avec ou par la médiation de personnes de confiance. Dans le cas de la transformation et du commerce des produits agricoles, c'est, en aval, des acheteurs qui passent commande depuis Saigon ou la Chine, des personnes qui assureront le transport et la livraison des produits, sans détournements, et qui garantissent le règlement en argent des transactions de produits.

En amont, des collecteurs de produits frais qui garantissent la ponctualité des approvisionnements et la qualité des produits qui seront transformés, et l'acceptation par les producteurs d'un paiement différé de leurs récoltes. La ponctualité et la « qualité » des partenariats ainsi que l'absence de trafic et de vols des produits sont essentielles. La construction de ces partenariats renvoie aux trajectoires professionnelles des actuels chefs d'entreprise : elles se sont établies avec, ou par l'intermédiaire, d'anciens collègues, des camarades de promotion, des membres de la famille ou des habitants originaires de la même commune et établis ailleurs de longue date. On trouve ainsi, parmi les actuels chefs d'entreprise, d'anciens cadres et employés des structures étatiques et des coopératives pour lesquels la transition vers l'économie de marché s'est concrétisée par le développement à leur compte d'activités qu'ils pratiquaient en tant que salariés – et souvent déjà à leur compte par le détournement des activités des entreprises publiques ou des coopératives. Outre les produits, les techniques, les sources d'approvisionnement et les débouchés, ces anciens dirigeants, cadres ou parfois simples employés ou ouvriers, connaissaient aussi les acteurs des structures étatiques et coopératives, et étaient de ce fait extrêmement bien placés pour participer à leur réorganisation.

C'est ce capital social, de connaissances, qui a été déterminant pour l'entreprise, comme l'a été la qualité des partenariats pour son développement, et notamment l'extension des activités en dehors de la sphère villageoise. La garantie de réussite de l'entreprise que confère la connaissance des réseaux et des filières de commercialisation est d'ailleurs le meilleur faire-valoir de ces entreprises pour emprunter. Leur développement s'est accompagné d'investissements de capacité (entrepôt, véhicule), mais ils ont été effectués dès lors que les débouchés étaient considérés comme sécurisés par les entrepreneurs. L'accumulation n'a pas été un préalable du démarrage des activités ; elle s'est opérée postérieurement au développement de celles-ci. Aujourd'hui, les chiffres d'affaires de ces entreprises ne sont pas sans lien avec le capital financier mobilisé, mais leurs résultats économiques sont davantage fonction de la qualité de leurs partenariats que du niveau de capital financier. De même, la contrainte la plus forte pour dépasser le stade actuel de développement est affaire de débouchés plutôt que de moyens de financement. Ces entreprises n'ont d'ailleurs pas de difficulté à lever des fonds auprès de la Banque agricole du Vietnam (BAV) ou du Fonds populaire de crédit. Qu'en est-il pour les exploitations familiales plus ordinaires ?

Le manque de profit

Nous analysons ici le cas des exploitations familiales « ordinaires », qualificatif désignant le plafonnement des résultats techniques et économiques de leurs systèmes de culture et d'élevage. Leurs comportements en matière d'emprunt montrent que le crédit ne procure pas l'effet de levier que lui prêtent les partisans du diagnostic du « manque de crédit ».

Que constate-t-on ? L'offre globale de financement a augmenté, les taux d'intérêt ont diminué, une fraction accrue de foyers détiennent le livret certifiant leur droit d'usage des terres agricoles qui doit faciliter l'accès au crédit formel. L'offre a augmenté mais, pour ce qui est du crédit formel, il s'oriente vers les catégories de foyers les mieux nantis ; la distribution du crédit des fonds populaires de crédit est similaire à celle opérée par la BAV. Par ailleurs, les besoins financiers des

foyers ont eux aussi augmenté. Les dépenses d'exploitation se sont accrues : les nouveaux foyers doivent acheter une parcelle s'ils n'en reçoivent pas en héritage, le prix des terres a grimpé, qu'il s'agisse des terres louées entre foyers ou des terres en adjudication qui doivent désormais être payées comptant (au moment de l'adjudication), pour des lots de plus grande taille. Aux dépenses liées au foncier il faut ajouter les avances aux cultures : les consommations intermédiaires sont plus élevées pour les cultures commerciales ; il en va de même des élevages, avec l'achat d'aliments et la construction de bâtiments. Les foyers doivent par ailleurs supporter des taxes supplémentaires au nom de la «modernisation» des communes : construction de routes intracommunales, de nouvelles salles de classe voire d'écoles. Enfin, les budgets sociaux des familles ont augmenté du fait que l'éducation et la santé sont désormais des services publics payants et que les aspirations matérielles et les normes sociales, qui suivent la croissance d'ensemble du pays, se traduisent par des dépenses accrues pour la reconnaissance au sein de la communauté (lors de mariages ou autres événements familiaux) et le progrès social (effort d'éducation des enfants).

En outre, les risques eux aussi ont augmenté ; la part accrue des productions qui est commercialisée procure des gains de revenu, mais elle présente davantage de risques en l'état actuel de développement et de régulation des marchés⁴². Les prix des cultures commerciales sont plus volatiles ; l'effondrement des prix du café en 1999-2000 en a fourni la plus forte illustration ; les phénomènes de saturation périodique des marchés se traduisent par d'importantes diminutions de revenu, voire des impossibilités de trouver acheteur. Ces risques, et le revenu conséquent escompté, conduisent les producteurs à effectuer ces arbitrages bien connus dans leur choix des productions, des variétés et des espèces, ainsi que dans les itinéraires techniques. Ils adoptent des systèmes de production qui ne réalisent pas pleinement le potentiel productif de leurs terres.

Pour le riz par exemple, depuis le milieu des années 1990, les rendements se sont stabilisés autour de 5,5 tonnes de paddy par hectare ; quelques producteurs utilisaient des variétés hybrides importées de Chine avec des rendements de plus de 6 tonnes par hectare, mais ils n'étaient pas nombreux... Le fait pourrait s'expliquer d'abord par l'insuffisance de l'offre de ces semences. Les paysans expliquent que ces variétés présentent bon nombre d'inconvénients. Elles ne sont pas appréciées des consommateurs vietnamiens à cause de leur goût et, par conséquent, se vendent moins cher que le riz local. Le différentiel de rendement ne serait sensible que pour le cycle printemps-été ; lors du second cycle, de juin à octobre, durant lequel il pleut davantage, les risques de pourrissement sont plus élevés pour les variétés hybrides. Les semences coûtent plus cher que les variétés locales et, comme elles sont hybrides, il faut en racheter à chaque cycle. Enfin, ces variétés exigent plus de fumier et de produits phytosanitaires car elles sont plus fragiles que les variétés locales. Les calculs économiques montrent que les variétés dites «améliorées» n'améliorent pas forcément les revenus. Le même constat a été fait pour l'élevage porcin⁴³. Le problème est bien celui du

⁴² P. Bergeret et Pham Hoang Ha, «Dynamiques comparées de trois filières dans le delta du fleuve Rouge au Nord-Vietnam», numéro commun des *Cahiers agriculture*, vol. 6, n° 5, et *Agriculture et Développement*, n° 15, 1997, pp. 19-25.

⁴³ K. Le Goulven, *Dispositifs institutionnels et intégration des marchés. La commercialisation du porc au Vietnam*, thèse de doctorat, Montpellier, Ecole nationale supérieure agronomique de Montpellier, juillet 2000, 403 p.

profit, trop bas pour que les producteurs ayant une capacité d'investissement consentent à investir dans la riziculture, un profit faible au point que la location de la force de travail rapporte davantage...

Le crédit ne modifie pas la donne, comme le montrent les calculs économiques de retour sur investissement de la location de terres pour la riziculture ou de l'élevage de porcs financés par emprunt⁴⁴. Il y a une dizaine d'années déjà, certains des foyers qui obtenaient des terres de rizières en adjudication préféraient les sous-louer plutôt que les cultiver⁴⁵. Il était plus rentable de se consacrer à des activités de petit commerce et de services et/ou de louer sa force de travail. Seuls les foyers qui n'avaient pas d'opportunités en dehors de l'agriculture optaient pour de tels investissements agricoles. Les enquêtes menées à Châu Giang à l'automne 2006 confirment cette évolution. Les foyers de cette catégorie ne se portent même plus candidats lors des adjudications. Hormis les migrations pendulaires à Hanoi, les habitants de Châu Giang battent campagne à la recherche de journées de travail dans les usines qui ont ouvert ces dernières années dans le district; et lorsqu'ils empruntent – d'importants montants en l'occurrence –, c'est pour s'acquitter des frais des programmes d'exportation de la main-d'œuvre qui les conduiront en Malaisie, à Taiwan ou en Corée du Sud. Ces comportements en matière d'emprunt relèvent bien d'une gestion des revenus escomptés et des risques associés, et pas de la seule offre de crédit.

En raison des risques trop élevés liés aux cultures les plus rémunératrices, et des revenus trop bas des productions de base, bon nombre de foyers se trouvent confinés dans des activités agricoles dont la rémunération ne les incite pas à emprunter, quand bien même les conditions d'emprunt se sont améliorées.

Conclusion

Les réformes institutionnelles du secteur agricole se sont traduites pour les exploitations familiales par l'obligation de financer leurs activités productives. Cette nouvelle donne, couplée au développement rapide de systèmes de culture et d'élevage exigeant des avances et des investissements plus importants, a abouti à un manque de capital financier. Ce manque, impossible à chiffrer mais manifeste, caractérise le tournant de la décennie 1980-1990 et la première moitié des années 1990. Dans cette période de transition, marquée par l'effondrement des coopératives de crédit, les paysans ont manqué de crédit.

Depuis, l'économie rurale a connu des transformations qui incitent à reconsidérer l'attention portée au crédit, et notamment la thèse, persistante, du manque de crédit comme facteur primordial des développements et des limites de l'économie familiale. Le rôle du crédit est certes indéniable; l'augmentation substantielle de l'offre de crédit a contribué à l'intensification en capital de l'agriculture, à la diversification de l'économie rurale et à l'amélioration des conditions matérielles

⁴⁴ C. Gironde, *op. cit.*, pp. 179-181.

⁴⁵ En application de la Loi foncière de 1993, 85% des terres de rizières ont été distribuées aux foyers pour une durée de trente ans; les 15% restants de la superficie constituent une réserve foncière pour les foyers qui seront constitués durant ces trente années; dans l'intervalle, cette superficie est adjudgée par lot pour des périodes qui ont jusqu'alors varié de deux à cinq années. Les terres ont d'abord été adjudgées par tirage au sort ou désignation des bénéficiaires par les chefs de village et les dirigeants du comité populaire de la commune; c'est aujourd'hui le système de l'enchère qui prévaut.

d'existence des populations. Cependant, les investissements et les emprunts effectués dépendent non pas tant de l'offre et du coût du crédit que de la rentabilité des activités productives auxquelles ils servent. Ainsi, en dépit d'une augmentation de l'offre de crédit, des exploitations familiales ayant accès à cette offre n'empruntent pas, en raison des revenus insuffisants des productions qui ne présentent pas de risque à la commercialisation, ou faute de garanties suffisantes pour l'écoulement des productions qui sont rentables. Ces paysans-là «manquent de profit» plutôt que de crédit. Le cas des entreprises familiales confirme cet état des contraintes : ce sont leurs réseaux de connaissances qui ont été primordiaux, des connaissances qui ont procuré une garantie d'écoulement des productions dans une économie où les marchés demeurent peu développés. Les emprunts et investissements n'ont pas été un préalable ; ils ont été effectués une fois garantis les débouchés. La rentabilité de ces entreprises dépend ainsi davantage de leurs réseaux que du capital investi.

La question du financement du développement de l'économie familiale peut ainsi être pensée autrement qu'en termes d'offre et de coût du crédit, ce qui correspondait à une problématique du redressement de la production au moment de la réhabilitation de l'économie familiale. La paysannerie vietnamienne est aujourd'hui confrontée davantage à un problème de compétitivité et de rentabilité que le seul crédit n'est pas à même de résoudre.

Bibliographie

- Abrami, R. and N. Henaff, « The City and the Countryside : Economy, State and Socialist Legacies in the Vietnamese Labour Market », in M. Beresford and Tran Ngoc Angie (eds.), *Reaching for the Dream : Challenges of Sustainable Development in Vietnam*, Copenhagen, Nordic Institute of Asian Studies ; Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 2004, pp. 95-134.
- Barslund, M. and F. Tarp, *Rural Credit in Vietnam*, Discussion Paper, n° 06-03, Department of Economics, Copenhagen, University of Copenhagen, 2006.
- Bergeret, P. et Pham Hoang Ha, « Dynamiques comparées de trois filières dans le delta du fleuve Rouge au Nord-Vietnam », numéro commun des *Cahiers agriculture*, vol. 6, n° 5, et *Agriculture et Développement*, n° 15, 1997, pp. 19-25.
- Bui Van Hung, « Rural Diversification : An Essential Path to Sustainable Development for Vietnam », in M. Beresford and Tran Ngoc Angie (eds.), *Reaching for the Dream : Challenges of Sustainable Development in Vietnam*, Copenhagen, Nordic Institute of Asian Studies ; Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 2004, pp. 183-215.
- Creusot, A.-C., *Le paysage du financement du monde rural au Vietnam*, Bulletins d'information du mardi (Pôle microfinancement du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement [CIRAD] et du Groupe de recherche et d'échanges technologiques [GRET]), n° 16, 14 mai 2002, <<http://microfinancement.cirad.fr/fr/news/bim/Bim-2002/BIM-14-05-02.pdf>>.
- Creusot, A.-C., Quynh Tran Thi Thanh et Luong Quoc Tuân, « La microfinance a-t-elle encore une place lorsque l'offre de crédit s'étend ? », *La microfinance en Asie. Entre traditions et innovations*, Pondichéry, Institut français de Pondichéry ; Paris, Institut de recherche pour le développement ; Karthala, 2005, pp. 64-82.
- Dao Thê Anh, *Les ménages agricoles du delta du fleuve Rouge face aux réformes économiques au Vietnam (1988-1997)*, mémoire de diplôme d'études approfondies, Ecole nationale supérieure agronomique de Montpellier, Université Montpellier I, 1998, 127 p.
- Dao Thê Tuân, « Les transformations rurales récentes au Vietnam », *Cahiers d'études et de recherches francophones – Agricultures*, vol. 6, n° 5, septembre-octobre 1997, pp. 13-18.
- Feuché, C., « Croissance, Etat et marché dans le Vietnam du Dôï Moi », in S. Doyet et B. de Tréglodé (dir.), *Vietnam contemporain*, Paris, Les Indes Savantes, 2004, pp. 231-263.
- Gironde, C., *Réhabilitation et transformations de l'économie familiale au Nord-Vietnam. Systèmes d'activités villageois et réseaux de relations dans le delta du fleuve Rouge*, thèse de doctorat, Genève, Institut universitaire d'études du développement, 2001, 406 p.

- Hoang Kim Giao and Hoang Vu Cuong, « Vietnam's Private Economy in the Process of Renovation », in I. Norlund, C.L. Gates and Vu Cao Dam (eds.), *Vietnam in a Changing World*, Richmond, UK, Curzon Press, 1995, pp. 151-158.
- Irvin, G., « Vietnam: Assessing the Achievements of Doi Moi », *The Journal of Development Studies*, vol. 31, n° 5, June 1995, pp. 725-750.
- Johnson, A., *Microfinance in Vietnam: A Collaborative Study Based upon the Experiences of NGOs, UN Agencies and Bilateral Donors*, Hanoi, United Nations Development Programme (UNDP); Consultative Group to Assist the Poor (CGAP), 1996.
- Kerkvliert, B. Tria and M. Selden, « Agrarian Transformation in China and Vietnam », *The China Journal*, n° 40, July 1998, pp. 37-48.
- Lam Thanh Liêm, *Viêt-Nam. Agriculture 1988-1993. Problèmes et perspectives*, Paris, Duong Moi; La Voie Nouvelle, 1993, 84 p.
- Le Dang Doanh and A. McCarty, « Economic Reform in Vietnam: Achievements and Prospects », in S.F. Naya and L.H. Tan (eds.), *Asian Transitional Economies: Challenges and Prospects for Reform and Transformation*, Singapore, Institute of South-East Asian Studies, 1995, pp. 99-153.
- Lê Duc Thinh, Hoang Khanh Phuong et Dao Thê Anh, « Production et commercialisation des cultures sèches d'hiver », in Institut national des sciences agronomiques du Vietnam (INSA) et Groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET), *Agriculture familiale et gestion des ressources du milieu dans le bassin du fleuve Rouge*, Hanoi, Maison d'Édition de l'Agriculture, 1999, pp. 65-80.
- Leflart, M., *Intérêt et apport du micro-crédit*, Hanoi, Forum économique et financier franco-vietnamien – Le financement du développement, 19-20 janvier 2005, 14 p.
- Le Goulven, K., *Dispositifs institutionnels et intégration des marchés. La commercialisation du porc au Vietnam*, thèse de doctorat, Montpellier, Ecole nationale supérieure agronomique de Montpellier, juillet 2000, 403 p.
- Lê Thanh Nghiep, « Agricultural Development in Vietnam: Issues and Proposals for Reform », in Mya Than and J.L.H. Tan (eds.), *Vietnam's Dilemmas and Options*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 1991, pp. 144-156.
- McCarty, A., *Microfinance in Vietnam: A Survey of Schemes and Issues*, State Bank of Vietnam; UK Department for International Development (DFID), April 2001, <<http://ideas.repec.org/p/wpa/wuw/pfi/0110001.html>>.
- Nguyễn Duc Nhuận, « Le district rural vietnamien ou l'Etat en campagne », in J. Matras-Guin et C. Taillard (dir.), *Habitations et habitat d'Asie du Sud-Est continentale. Pratiques et représentations de l'espace*, Paris, L'Harmattan, 1992, pp. 343-376.
- Paquet, E., *Le système économique vietnamien 1979-2000. De la réforme à la transformation*, thèse de doctorat, Paris, Université Paris VII – Denis Diderot, juin 2003, 416 p.
- Perrin, N., « L'action de l'Etat dans le secteur agricole au Vietnam: situation et problèmes, le crédit rural », in F. Geay et Đào Thê Tuấn, *Appui à l'organisation de la production agricole dans le Nord du Vietnam*, Hanoi, Maison d'Édition de l'Agriculture, 2000, 388 p.
- Pham Bao Duong, *Review of Rural Finance in Vietnam*, Hanoi, Ministry of Planning and Investment, December 2003, cité par M. Leflart, *Intérêt et apport du micro-crédit*, Hanoi, Forum économique et financier franco-vietnamien – Le financement du développement, 19-20 janvier 2005, 14 p.
- Pingali, P.L. and Vo Tông Xuan, « Vietnam: Decollectivization and Rice Productivity Growth », *Economic Development and Cultural Change* (University of Chicago), vol. 40, n° 4, July 1992, pp. 697-718.
- Poursat, C., « Le crédit aux paysans », in Association d'amitié franco-vietnamienne (dir.), *L'agriculture et la paysannerie vietnamiennes*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp. 65-74.
- Ronnas, P. and B. Ramamurthy, *Entrepreneurship in Vietnam: Transformation and Dynamics*, Copenhagen, Nordic Institute of Asian Studies; Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 2001, 354 p.
- Sapin, V., « Eléments de réflexion sur le crédit rural au Nord-Vietnam », in Institut national des sciences agronomiques du Vietnam (INSA) et Groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET), *Agriculture familiale et gestion des ressources du milieu dans le bassin du fleuve Rouge*, Hanoi, Maison d'Édition de l'Agriculture, 1999, pp. 127-144.
- Sikor, T., « Vietnam's Agricultural Miracle: A Preliminary Analysis of Its Causes », *Vietnam's Socio-Economic Development* (Hanoi, Institute of Economics, National Centre for Social and Human Sciences), n° 9, Spring 1996, pp. 40-56.
- Tran Thi Quê and Hong Phan, « Financial Mini-Market in Rural Vietnam », *Viet Nam Economic Review*, n° 5 (50), 1998, pp. 29-38.
- Tran Thi Quê, « Impacts of Institutional Reforms on Agricultural and Rural Development », *Vietnam's Socio-Economic Development* (Hanoi, Institute of Economics, National Centre for Social and Human Sciences), n° 6, Summer 1996, pp. 25-39.

- Vietnamese Consultative Group, *Vietnam Development Report 2004: Poverty*, Joint Donor Report to the Vietnamese Consultative Group Meeting (2003), Hanoi, December 2003.
- Vo Tông Xuan, «Sustaining Diversification in Rice Areas», *Vietnam's Socio-Economic Development* (Hanoi, Institute of Economics, National Centre for Social and Human Sciences), n° 13, March 1998, pp. 44-55.
- Wolz, A., *The Transformation of Rural Finance Systems in Vietnam*, Discussion Paper, n° 60, Research Centre for International Agrarian and Economic Development, Heidelberg, Universität Heidelberg, 1997, 29 p
- Woodside, A., «The Struggle to Rethink the Vietnamese State», in T. Brook and Hy Van Luong (eds.), *Culture and Economy: The Shaping of Capitalism in Eastern Asia*, Chicago, University of Michigan Press, 1997, pp. 61-78.

IUED

Au moment où la communauté internationale s'apprête à évaluer le consensus établi en 2002 à Monterrey sur le financement du développement, ce dossier 2007 de l'*Annuaire suisse de politique de développement* propose d'éclairer deux aspects de la problématique : la mobilisation des ressources locales d'une part, le rôle de la coopération internationale dans la gestion des finances publiques des pays en développement d'autre part.

En 2002, la Conférence sur le financement du développement a établi un plan d'action basé sur six domaines complémentaires : mobilisation des ressources financières intérieures, investissements directs et autres apports de capitaux privés étrangers, commerce international, aide publique au développement, allègement de la dette et, enfin, révision des systèmes monétaire, financier et commercial internationaux. Cinq ans après, le « Consensus de Monterrey » reste une référence. Il a permis d'établir qu'un soutien extérieur, aussi massif soit-il, ne remplacera jamais les réformes fondamentales nécessaires aux économies nationales.

Par la pluralité des éclairages qu'il apporte, le présent dossier nourrit le débat. S'agissant de la mobilisation des ressources nationales, il aborde les (non)-retombées des bénéfices liés à l'exploitation des ressources naturelles, l'extension des réseaux de microfinance (microcrédit et microassurance) et l'accès au crédit, notamment dans le contexte de la libéralisation de l'économie. Tout en relevant son importance, l'*Annuaire* constate aussi toute l'ambiguïté du rôle de la coopération internationale dans la gestion des finances publiques des pays en développement, notamment quand elle prend la forme d'une aide budgétaire.

Le dossier met en garde contre les risques d'une financiarisation excessive et propose des pistes qui l'infléchissent : le retour à l'échelle locale, qui devrait notamment passer par une réforme de la fiscalité (sur les revenus et le patrimoine), et l'extension des fonds de garantie qui encouragent le financement des investissements productifs par des institutions de proximité. Ainsi serait favorisée une appropriation du développement par les acteurs eux-mêmes, dans le cadre de démarches citoyennes.

Auteurs principaux de l'ouvrage : Jean-Luc Bernasconi, Gilles Carbonnier, Christophe Gironde, Isabelle Guérin, Bruno Gurtner, Stefan Leiderer, Catherine Morand, Marc Nabeth, Lucas Oesch, Pascal Raess, Jean-Michel Servet, Kavaljit Singh, Jean-Luc Virchaux, Peter Wolff.